

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2014

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

Le climat des affaires poursuit son redressement

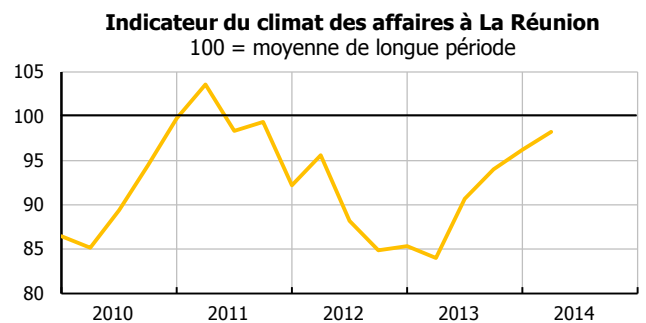
L'indicateur du climat des affaires (ICA) augmente au premier trimestre 2014, mais à un rythme ralenti (+ 2,0 points). L'ICA s'établit à 98,2 points, proche désormais de sa moyenne de longue période. L'amélioration de l'ICA tient essentiellement aux anticipations positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir (+ 1,5 point). Leur jugement concernant l'activité, la trésorerie et les prix en particulier s'améliore. La composante passée contribue plus modestement à l'évolution de l'indicateur. L'opinion à la hausse sur les délais de paiement et les effectifs est partiellement compensée par la contribution négative de l'activité, des prix et de la trésorerie.

L'amélioration du marché du travail constatée au quatrième trimestre 2013 se poursuit. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi baisse, essentiellement chez les moins de 25 ans.

La dépense des ménages est mieux orientée dans un contexte de baisse des prix. L'investissement continue pour sa part de se redresser, certes timidement.

Les exportations sont stables malgré le recul des expéditions de produits à base de fruits et de légumes, suite au cyclone *Béjisa*. Les importations progressent, tirées notamment par celles de produits courants.

L'orientation du courant d'affaires est globalement meilleure, hormis dans le secteur primaire et celui des services marchands. Dans ce contexte jugé plus favorable, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité du deuxième trimestre 2014 est en hausse.



Source : enquête de conjoncture IEDOM

RALENTISSEMENT DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

L'économie **sud africaine** se contracte au premier trimestre 2014, pour la première fois depuis la crise de 2009. Le PIB recule de 0,6 % (CVS) contre + 3,8 % au trimestre précédent. Cette baisse s'explique par les importantes grèves qui perturbent l'activité de l'industrie minière, dont la production a chuté de 24,7 %.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique est mal orientée au premier trimestre 2014, avec une baisse de 2,7 % du nombre de touristes en glissement annuel, notamment des touristes européens (- 7,4 %). Par ailleurs, les exportations de produits de la pêche chutent de 23,6 %.

A **Madagascar**, l'activité économique bénéficie du retour de la stabilité politique. L'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 1,1 % à fin mars. Le nombre de créations d'entreprises repart à la hausse au premier trimestre 2014, après avoir été orienté à la baisse toute l'année 2013. La fréquentation touristique se redresse légèrement, après une mauvaise année 2013 liée à un contexte d'insécurité.

Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé augmente de 1,6 % à fin mars 2014 par rapport à fin décembre 2013, faisant suite à une baisse au cours des deux trimestres précédents.

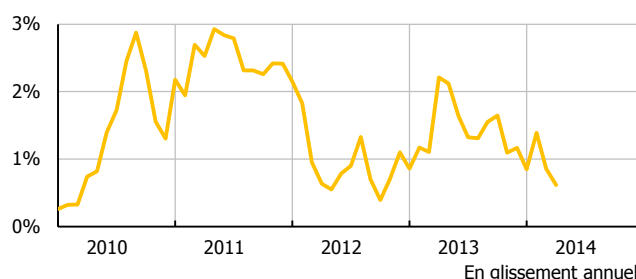
La croissance de l'économie **mauricienne** ralentit au quatrième trimestre 2013, avec une hausse de 0,3 % contre + 1,0 % le trimestre précédent. La consommation finale continue néanmoins de soutenir la croissance mauricienne. L'investissement se redresse, après plusieurs trimestres de contractions. Cette progression s'explique par la forte hausse des investissements en biens d'équipement, liée en particulier à l'acquisition de cinq bateaux de pêche.

Léger repli des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,3 % au premier trimestre 2014. Cette évolution s'explique par la baisse des prix des principaux postes de l'indice : les prix des produits manufacturés fléchissent en effet de 1,8 % et ceux des services reculent de 1,0 %. Ceux de l'alimentation enregistrent en revanche une forte progression (+ 3,5 %), en lien avec la flambée des prix des produits frais, conséquence du passage du cyclone *Béjisa* en début d'année. Le relèvement du prix de la bonbonne de gaz et des tarifs de l'électricité en janvier tire à la hausse les prix de l'énergie (+ 1,0 %). Après une période de stabilisation, les prix du tabac progressent de 3,2 %, suite aux augmentations survenues en janvier et février 2014, en application du plan anti-tabac mené par le gouvernement.

L'évolution de l'IPC reste modérée en glissement annuel (+ 0,6 %), la baisse des prix de l'énergie (- 0,8 %) compensant partiellement la progression de ceux des autres grands postes de l'indice.

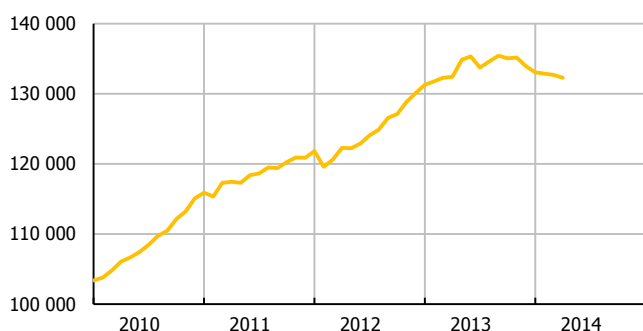
Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles

Meilleure orientation du marché du travail

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi, données CVS

Le nombre de demandeurs d'emploi réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A baisse une nouvelle fois au cours du premier trimestre 2014 (- 0,6 % CVS, contre + 1,3 % au niveau national). Il s'établit à 132 290 demandeurs d'emploi à fin mars. La situation des jeunes (moins de 25 ans) continue de s'améliorer, avec un nombre d'inscrits qui recule de 4,1 % sur le trimestre. En revanche, le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans inscrites à Pôle emploi progresse encore (+ 2,6 % sur le trimestre).

Le nombre d'offres d'emploi collectées poursuit sa baisse (- 22,1 %, CVS) et atteint un niveau historiquement bas. Cette évolution tient essentiellement au repli du nombre d'emplois non durables proposés (- 36,4 %). Le nombre d'offres d'emplois durables se redresse pour sa part de 2,8 %. En parallèle, les contrats aidés signés baissent de 1,1 %, notamment les contrats uniques d'insertion dont le nombre de signatures se contracte de 9,8 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi est quasiment stable en glissement annuel (- 0,1 %, CVS). Signe que de nombreux inscrits à Pôle emploi ont épuisé leurs droits à indemnisation, le nombre d'allocataires de l'assurance chômage continue de baisser (- 10,4 %), tandis que celui des demandeurs d'emploi bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA « socle ») progresse, bien qu'à un rythme moins marqué (+ 6,6 %).

Progression de la consommation des ménages

La consommation des ménages est mieux orientée au premier trimestre 2014.

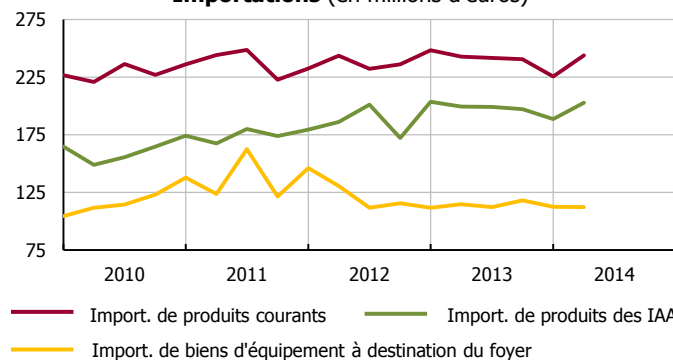
Les importations de produits courants et de produits des industries agroalimentaires progressent respectivement de 8,1 % et 7,5 % (CVS). Celles de biens d'équipement à destination du foyer se stabilisent (- 0,2 %). Les ventes de véhicules neufs continuent d'augmenter sur le trimestre (+ 3,5 %, CVS, après + 1,5 % au trimestre précédent). Elles sont en hausse de 2,2 % en glissement annuel.

Malgré la bonne tenue des ventes de véhicules, les encours des crédits à la consommation poursuivent leur tendance baissière (- 1,5 %), en lien avec l'atonie de la demande de biens d'équipement des ménages. Sur un an, les encours diminuent de 2,4 %.

Le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement progresse de 1,5 % après s'être fortement contracté au trimestre précédent. La bonne orientation des autres indicateurs relatifs à la vulnérabilité des ménages se confirme : le nombre d'incidents de paiement par chèques et celui de personnes physiques interdites bancaires baissent tous les deux de 0,4 %.

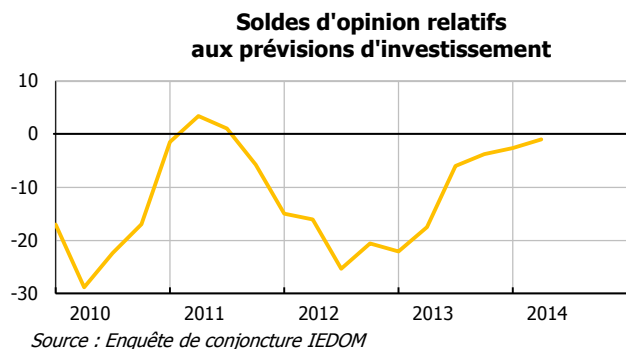
L'optimisme des professionnels du secteur du commerce se maintient au premier trimestre 2014, corroborant l'orientation favorable de la consommation. Les chefs d'entreprise font une nouvelle fois état d'une hausse de leur activité ainsi que d'une amélioration soutenue de leur trésorerie, de leurs délais de paiement et de leurs charges d'exploitation.

Importations (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

Signaux légèrement positifs pour l'investissement



Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise du secteur marchand poursuivent leur redressement.

La hausse des importations de biens d'équipement professionnel s'intensifie (3,4 %, CVS). Les importations de biens intermédiaires augmentent quant à elles de 6,8 %. Les ventes de véhicules utilitaires sont en revanche en nette diminution après avoir fortement progressé au trimestre précédent. Elles perdent ainsi 13,8 % (CVS) sur le trimestre et 2,9 % sur un an.

La progression des encours des crédits à l'investissement des entreprises accélère sur le trimestre (+ 3,7 %). Elle est de + 2,4 % en glissement annuel.

Les encours bancaires des crédits immobiliers des ménages sont quasiment stables par rapport au quatrième trimestre 2014 (+ 0,3 %). Ceux des entreprises progressent pour leur part de 1,7 %.

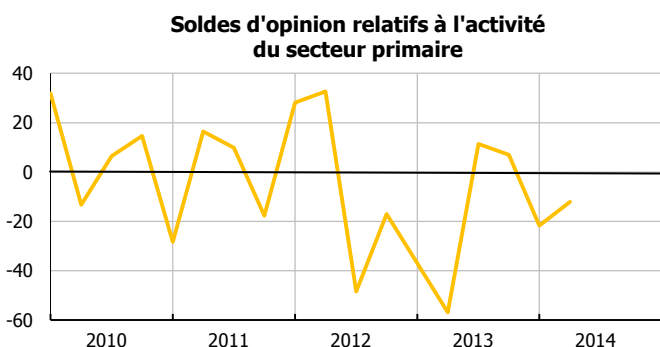
Amélioration continue des échanges de biens avec l'extérieur

Les exportations se stabilisent au premier trimestre 2014 (+ 0,6 %, CVS). Si les exportations de sucre de canne brut continuent d'augmenter sur le trimestre, celles de produits à base de fruits et légumes fléchissent fortement, conséquence du cyclone *Béjisa* qui a frappé l'île en début d'année.

Les importations s'inscrivent en hausse sur le trimestre (+ 2,7 %, CVS). A l'exception des biens d'équipements du foyer dont les importations sont stables (- 0,2 %), tous les regroupements de produits contribuent à la progression des importations, notamment les biens d'équipement professionnel et les biens courants.



L'ACTIVITÉ S'AMÉLIORE DANS LA PLUPART DES SECTEURS



Hormis dans le secteur primaire et dans les services marchands, le courant d'affaires dans l'ensemble des secteurs est mieux orienté.

L'activité du secteur **de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, continue de se dégrader mais à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent. Elle devrait nettement s'améliorer au deuxième trimestre 2014, selon les chefs d'entreprise interrogés. Les abattages de bovins sont une nouvelle fois en hausse (+ 7,5 %, CVS) tandis que ceux de volailles et de porcins diminuent respectivement de 3,1 % et 3,3 %.

Le courant d'affaires du secteur des **industries agroalimentaires** se stabilise au premier trimestre 2014,

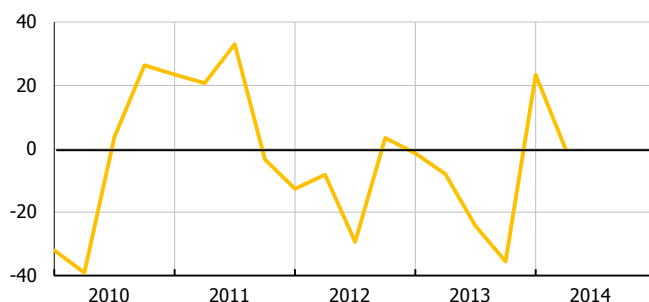
conformément aux anticipations des professionnels. Ces derniers font par ailleurs état d'une amélioration de leurs délais de paiement et de leur trésorerie. Les prévisions d'investissement sont a contrario dégradées. Leur opinion sur les charges d'exploitation est également en baisse, contrairement à leurs prévisions. Les entrepreneurs s'attendent à une détérioration de leur activité au trimestre prochain.

Dans le secteur **des industries manufacturières**, le courant d'affaires est quasiment stable, alors même que les chefs d'entreprise interrogés anticipaient une détérioration marquée. Ils jugent leur trésorerie en légère progression mais font état d'une dégradation de leurs délais de paiement, de leurs prévisions d'investissement ainsi que de leurs charges d'exploitation. Dans ce contexte mitigé, les professionnels du secteur s'attendent à une baisse de leur activité.

Le courant d'affaires du secteur du **bâtiment et des travaux publics** est stable au premier trimestre 2014, contrairement aux anticipations optimistes du trimestre précédent. Les entrepreneurs s'attendent malgré tout à une hausse de leur activité au trimestre prochain. Ils font par ailleurs état d'une stabilisation de leurs délais de paiement et d'une hausse de leurs prévisions d'investissement. La trésorerie et les charges d'exploitation sont en revanche jugées détériorées.

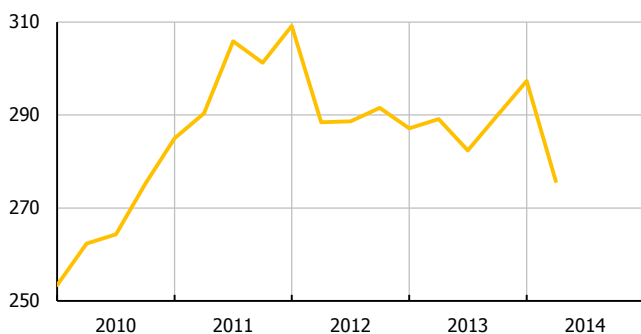
Les effectifs dans le BTP continuent de progresser au premier trimestre 2014 (+ 1,9 %, CVS). La baisse des importations de ciment et de clinkers se poursuit en début d'année.

Soldes d'opinion relatifs à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Nombre de passagers sur l'axe La Réunion - Métropole (en milliers)



Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefonds - CVS

La dégradation de l'activité dans le secteur des **services marchands** s'intensifie au premier trimestre 2014. L'opinion des entrepreneurs sur les différents postes comptables reste dégradée, notamment sur les délais de paiement et la trésorerie. Les intentions d'investir se stabilisent. Les chefs d'entreprise confirment leur pessimisme et prévoient une nouvelle baisse de leur courant d'affaires au deuxième trimestre 2014.

Dans le secteur **du tourisme**, l'orientation de l'activité est légèrement meilleure, selon les professionnels interrogés. Pourtant, le nombre de passagers sur l'axe Réunion-Métropole repart à la baisse en début d'année (- 7,2 %, CVS). Il recule de 4,6 % sur un an. Même tendance pour la fréquentation hôtelière et le nombre de nuitées qui diminuent respectivement de 2,4 points et de 4,5 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Dans ce contexte, les professionnels anticipent une détérioration de leur activité au trimestre prochain.

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après + 3,0 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au deuxième semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE